

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

BANK SADERAT IRAN

Succursale de Paris
Dotation en capital : 30 000 000,00 €
Siège social : 16, rue de la Paix - 75002 Paris

A. — Comptes annuels.**I. — Bilan au 31 décembre 2025.**

(Exprimé en milliers d'euros avec chiffres comparatifs au 31 décembre 2024)

Actif	Notes	2025	2024
Caisse, Banques Centrales		34 674	35 457
Effets publics et valeurs assimilées		-	-
Créances sur les établissements de crédit	3a	1 398	1 544
Opérations avec la clientèle	4a	9	9
Obligations et autres titres à revenu fixe		-	-
Actions et autres titres à revenu variable		-	-
Participations et autres titres détenus à long terme		-	-
Parts dans les entreprises liées		-	-
Crédit-bail et location avec option d'achat		-	-
Location simple		-	-
Immobilisations incorporelles	5	206	374
Immobilisations corporelles	5	659	670
Capital souscrit non versé		-	-
Actions propres		-	-
Autres actifs	6	459	321
Comptes de régularisation	7	93	167
Total		37 498	38 542

Passif	Notes	2025	2024
Banques Centrales		-	-
Dettes envers les établissements de crédit	3a	8 273	8 434
Opérations avec la clientèle	4a	0	0
Dettes représentées par un titre		-	-
Autres passifs	8	759	1 362
Comptes de régularisation	9	268	221
Provisions	10	68	850
Dettes subordonnées		-	-
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)		-	-
Capitaux propres hors FRBG	11	28 130	27 675
Capital souscrit		30 000	30 000
Primes d'émission			
Réserves		2	2
Ecart de réévaluation		-	-
Provisions réglementées		-	-
et subventions d'investissement.		-	-
Report à nouveau (+/-)		-2 326	-1 230
Résultat de l'exercice (+/-)		454	-1 097
Total		37 498	38 542

Hors-Bilan	Notes	2025	2024
Engagements donnés :			
Engagements de financement	12	-	-
Engagements de garantie	12	-	-
Engagements reçus :			
Engagements de garantie	12	-	-
Autres engagements	12	-	-

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers

II. — Compte de résultat au 31 décembre 2025.

(Exprimé en milliers d'euros avec chiffres comparatifs au 31 décembre 2024)

(En milliers d'euros)	Notes	2025	2024
Intérêts et produits assimilés	14 a	56	82
Intérêts et charges assimilées	14 a	-48	-86
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées		-	-
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées		-	-
Produits sur opérations de location simple		-	-
Charges sur opérations de location simple		-	-
Revenus des titres à revenu variable		-	-
Commissions (produits)	14 b	0	0
Commissions (charges)	14 b	-3	-3
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation		-	-
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilées		-	-
Autres produits d'exploitation bancaire		-	-
Autres charges d'exploitation bancaire	15	-31	-27
Produit net bancaire		-26	-34
Charges générales d'exploitation	16	-1 180	-1 029
Dotations aux amortissements et aux dépréciations			
Sur immobilisations corporelles et incorporelles		-37	-36
Résultat brut d'exploitation		-1 243	-1 099
Coût du risque	17	3	0
Résultat d'exploitation		-1 240	-1 099
Gains ou pertes sur actifs immobilisés		-	-
Résultat courant avant impôt		-1 240	-1 099
Résultat exceptionnel	18	1 694	2
Impôt sur les bénéfices	19	-	-
Dotations/Reprises de FRBG et provisions réglementées			
Résultat net		454	-1 097

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers

III. — Annexe aux comptes annuels.

(Exercice clos le 31 décembre 2025)

Note 1. – Présentation de la Succursale

Bank Saderat Iran (Paris) (la "Succursale") est la Succursale française de Bank Saderat Iran, banque iranienne privée dont le siège social se situe à Téhéran en Iran.

La Succursale a pour activités la gestion des dépôts à vue et à terme de la clientèle, la distribution de crédits à une clientèle se situant essentiellement en France et le financement de crédits documentaires dans le cadre d'exportations à destination de l'Iran.

– Faits marquants pour de l'exercice :

- Depuis le 28 septembre 2025, rétablissement des sanctions internationales contre l'Iran et transposition en droit européen par publication au Journal Officiel de l'Union Européenne (référence JOUE 2025/1982, venant modifier le Règlement (UE) 267/2012.
- Restitution, le 24 juillet 2025, du bail 1 adresse 16 rue de la Paix 75002 Paris
- Conservation du bail 2 au 11 rue Daunou 75002 Paris, avec travaux pour aménager les locaux qui abritent maintenant l'agence avec son personnel.

Note 2. – Principes et méthodes comptables

Les états financiers sont présentés conformément aux principes comptables généralement admis en France et aux recommandations de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution. Les comptes annuels de la Succursale sont établis et présentés selon les règles prescrites par le règlement N° 2014-07 du 26 novembre 2014 de l'Autorité des Normes Comptables et selon les principes d'évaluation au coût historique et dans une perspective de continuité d'exploitation.

Le règlement de l'Autorité des normes comptables ANC n° 2023-03 du 7 juillet 2023 en coordination avec le règlement ANC n° 2022-06 du 4 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers modifiant le règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire entraîne un changement de méthode comptable. Cette réforme prévoit notamment la suppression de la technique des transferts de charges et une redéfinition du résultat exceptionnel. Ces modifications n'ont pas d'impact significatif sur les comptes individuels de l'établissement. Ces dispositions sont applicables aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025

Les principales méthodes comptables adoptées par la Succursale sont les suivantes :

(a) Comptabilisation des opérations en devises. – Les actifs et les passifs libellés en monnaies étrangères sont convertis en Euros aux cours en vigueur à la clôture de l'exercice. Les positions en devises sont réévaluées mensuellement en appliquant le taux du marché en vigueur à la fin de chaque mois. Le résultat de change ainsi dégagé est inclus dans le compte de résultat sous la rubrique "Solde en perte/bénéfice des opérations de change".

Les charges et produits libellés en monnaies étrangères sont convertis en Euros au cours en vigueur en date d'opération.

(b) Créances et dettes interbancaires sur les établissements de crédit. – Les comptes à vue LORI vis-à-vis des banques iraniennes ne sont pas rémunérés.

(c) Dépréciations pour créances douteuses. – La dépréciation pour créances douteuses est dotée en fonction de l'estimation du risque de non-recouvrement évalué par la Direction de la Succursale. Les provisions affectées aux risques en Euros et en devises sont déduites des rubriques appropriées de l'actif en Euros et en devises, respectivement.

Sont considérées comme douteuses les créances pour lesquelles la banque estime qu'il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer tout ou une partie de leurs engagements. Les crédits présentant des échéances impayées depuis plus de trois mois, ainsi que les crédits faisant l'objet d'une procédure contentieuse sont considérés comme douteux. La classification en douteux d'une créance entraîne immédiatement celle de l'ensemble des encours et des engagements relatifs au débiteur dans cette même catégorie.

Sont considérées comme douteuses compromises, les créances pour lesquelles la déchéance du terme a été prononcée, les créances issues de restructurations pour lesquelles le débiteur est à nouveau en défaut, ainsi que les créances classées en douteux depuis plus d'un an, sur lesquelles un défaut de paiement a été constaté.

Lorsque toutes les voies de recours judiciaire et amiable ont été épuisées et confirment ainsi le caractère irrécouvrable d'une créance, cette dernière fait l'objet d'une procédure d'enregistrement définitif en perte.

(d) Immobilisations. – Les immobilisations sont comptabilisées au prix de revient historique déduction faite des amortissements cumulés.

Les amortissements sont calculés selon la méthode linéaire et sur les durées suivantes :

Agencements et installations	2 à 10 ans
Mobilier et matériel de bureau	5 ans
Matériel informatique	3 ans
Matériel de transport	4 ans
Immeuble	40 ans
Logiciel	3 à 5 ans, selon la durée estimée

Les droits au bail ne sont pas amortis. Les frais d'acquisition de l'immeuble d'habitation sont étalés sur une durée de 5 ans.

(e) Comptabilisation des opérations de crédits documentaires. – Les crédits documentaires ouverts en faveur des clients exportateurs et confirmés par la Succursale sont comptabilisés en hors bilan dans le compte "Ouvertures de crédits confirmés en faveur de la clientèle". Dans le cas où la Succursale ne fait qu'authentifier l'ouverture de crédit documentaire par le Siège, aucun engagement n'est comptabilisé.

L'escompte de crédit documentaire est enregistré au bilan à hauteur du montant réglé, et au hors bilan dans le compte "Cautions, avais, autres garanties données aux établissements de crédit" pour le montant non réglé. Les intérêts sont calculés sur le montant réglé, et enregistrés au compte de résultat prorata temporis.

Les commissions sur confirmation de crédits documentaires, payées par l'exportateur à l'acceptation des conditions soumises par la Succursale, sont enregistrées en résultat dès réception des fonds pour les commissions flat. Les commissions qui sont calculées sur des capitaux effectivement prêtés sont considérées comme des versements assimilés à des intérêts et enregistrés prorata temporis.

Les commissions sur crédits documentaires, autres que les commissions de confirmation, sont enregistrées en résultat lors du règlement final de la créance à l'exportateur. Il s'agit des commissions de notification, de modification, de paiement, de transfert, et de remboursement.

(f) Provision pour risques et charges. – Les provisions pour risques et charges sont destinées à couvrir les risques judiciaires et les engagements à l'égard des salariés.

Note 3a. – Créances et dettes sur les établissements de crédit.

– Créances sur les établissements de crédit :

(En milliers d'euros)	31 décembre	
	2025	2024
Comptes ordinaires	1 398	1 544
Prêts à terme	-	-
Intérêts courus non échus	-	-
Total	1 398	1 544
Dont :		
Opérations intra-groupe	1 395	1 542

– Dettes envers les établissements de crédit :

(En milliers d'euros)	31 décembre	
	2025	2024
Comptes ordinaires	8 273	8 434
Emprunts à terme	-	-
Intérêts courus non échus	0	0
Autres sommes dues	-	-
Total	8 273	8 434
Dont :		
Opérations intra-groupe	7 728	7 890

Note 3b. – Ventilation des créances et des dettes sur les établissements de crédit. (En valeur nominale selon leur durée résiduelle).

– Prêts et avances aux établissements de crédit :

(En milliers d'euros)	31 décembre	
	2025	2024
Moins de 3 mois		
De 3 à 12 mois		
De 1 à 5 ans		
Plus de 5 ans		
Total		

– Emprunts auprès des établissements de crédit :

(En milliers d'euros)	31 décembre	
	2025	2024
Moins de 3 mois		
De 3 à 12 mois		
De 1 à 5 ans		
Plus de 5 ans		
Total		

Note 4a. – Opérations avec la clientèle.

– Créances sur la clientèle :

(En milliers d'euros)	31 décembre	
	2025	2024
Créances commerciales		
Comptes ordinaires débiteurs		
Encours sains	9	9
Créances douteurs	47	50
Provisions pour créances douteuses	- 47	- 50
Encours total, net de provision	9	9
Autres concours à la clientèle		
Total	9	9

– Dettes envers la clientèle :

(En milliers d'euros)	31 décembre	
	2025	2024
Comptes ordinaires créditeurs	0	0
Comptes créditeurs à terme		
Comptes livrets ordinaires		
Total	0	0

Note 4b. – Ventilation des autres concours et des dettes auprès de la clientèle.
(En valeur nominale selon leur durée résiduelle)

– Autres concours à la clientèle :

(En milliers d'euros)	31 décembre	
	2025	2024
Moins de 3 mois		
De 3 à 12 mois		
De 1 à 5 ans		
Plus de 5 ans		
Total		

– Comptes créditeurs à terme :

(En milliers d'euros)	31 décembre	
	2025	2024
Moins de 3 mois		
De 3 à 12 mois		
De 1 à 5 ans		
Plus de 5 ans		
Total		

Note 5. – Immobilisations.

(En milliers d'euros)	31/12/2024	Mouvements	Transferts	31/12/2025
Immobilisations incorporelles				
Brut	1 298	-1 092		206
Amortissements	-924	924		0
Montant net	374	-168		206
Immobilisations corporelles				
Brut	2 490	-1 130		1 360
Amortissements	-1 820	1 119		-701
Montant net	670	-11		659
Dont horsexploitation	664	-30		634
Total des immobilisations nettes	1 044	-179		865

Suite à la libération du local bail 1 et après aménagements dans le local bail 2, il a été décidé de mettre au rebut toutes les immobilisations avec les critères suivants avec l'accord du Délégué du contrôle Permanent et de la Conformité Regulation Partners (procès verbal établi le 15/09/2025 et envoyé pour AFI-AUDIT 16/09/2025) : Total amortis, n'ayant plus d'utilité dans le nouveau local, ne figurant plus physiquement dans le nouveau local.

Montant total des immobilisations à mettre au rebut par la société CAMI devis No2025-120-2 daté du 14/11/2025 et facture NoC2511-019 datée du 14/11/2025 et NoC2512-011 datée du 29/12/2025 : 2 080 K€

Montant des immobilisations restantes : 1 357 K€

Note 6. – Autres actifs.

(En milliers d'euros)	31 décembre	
	2025	2024
Moins de 3 mois	427	239
De 3 à 12 mois		
De 1 à 5 ans		
Plus de 5 ans	32	82
Total	459	321

L'augmentation est due notamment au crédit de TVA lié à a TVA déductible de DASSAULT.

Note 7. – Comptes de régularisation – Actif.

(En milliers d'euros)	31 décembre	
	2025	2024
Charges constatées d'avance	93	163
Autres débiteurs divers	0	4
Total	93	167

Note 8. – Autres passifs.

(En milliers d'euros)	31 décembre	
	2025	2024
Dettes fournisseurs	724	1 332
Dettes fiscales et sociales	35	30
Total	759	1 362

Note 9. – Comptes de régularisation – Passif.

(En milliers d'euros)	31 décembre	
	2025	2024
Charges à payer :		
Frais du Siège	31	0
Honoraires	15	15
Autres	222	206
Effets et chèques à l'encaissement		
Total	268	221

Note 10. – Provisions.

Les reprises et provisions inscrites au passif au 31/12/2025 sont les suivantes :

Rubriques	Solde d'ouverture 31/12/2024	Dotations de l'exercice	Reprise de l'exercice (provision utilisée)	Reprise (provision non utilisée)	Solde de clôture 31/12/2025
Engagements en matière de retraite	59	68		59	68
Indemnités d'occupation des locaux	791	0	791		0
Total des provisions	850	68	791	59	68

Concernant les engagements en matière de retraite, s'agissant d'un régime à prestations définies, la Succursale n'a pas d'autres obligations que le versement des indemnités au moment des départs à la retraite. Une provision de 68 K€ a été constituée pour les indemnités prévues par la convention collective des banques.

Suite à un jugement rendu, le 22 juillet 2021 entre la société IMMOBILIERE DASSAULT SA et la société BSI-PARIS qui fixe la somme de 209 250 HT euros le montant de l'indemnité d'occupation annuelle à partir du 01 octobre 2017. La provision a été utilisée car la BSI-PARIS a restitué le bail 1 le 24 juillet 2025, à la suite du jugement de la cour d'appel rendu le 05 mars 2025 qui confirme le jugement du 22 juillet 2021. Sur la base de la convention de compensation conclue le 25 juin 2019 entre BSI-PARIS et SOCIÉTÉ DASSAULT, le loyer et l'indemnité d'occupation d'un montant de 1 783 K€ ont été compensés par l'indemnité d'éviction de 1 694 K€. Après compensation, il subsiste une dette de 89 K€ au titre du bail n°1. Dans ce sens un avenant a été établi et signé par les deux parties le 4 février 2026.

Note 11. – Dotation en capital et réserves.

– La dotation en capital et réserves au 31/12/2025 s'analyse comme suit :

(En milliers d'euros)	31/12/2024	Affectation du résultat en report à nouveau	31/12/2025
Capital	30 000		30 000
Réserves	2		2
Report à nouveau antérieur			
2009	6 277		
2010	7 117		
2011	-1987		
2012	130		
2013	188		
2014	4		
2015	-1353		
2016	-1935		
2017	-1642		
2018	-1474		
2019	-1457		
2020	-1336		
2021	-1463		
2022	-1197		
2023	-1102		
	-1 230		
Report à nouveau	-1 230	-1 097	-2 326
Résultat de l'exercice	-1 097		454
Dotation en capital et réserves	27 675		28 130

Note 12. – Engagements hors bilan.

(En milliers d'euros)	31 décembre	
	2025	2024
Engagements donnés :		
Engagements de financement		
Engagements en faveur de la clientèle		
Engagement de garantie		
Engagements en faveur de la clientèle		
Engagements reçus :		
Engagements de garantie		
Engagements reçus des Ets de crédit		
Autres engagements		
Valeurs en nantissement		

Note 13. – Créances et dettes libellées en devises étrangères.

Le montant global des éléments d'actif et de passif libellés en devises étrangères et convertis en Euros s'analyse comme suit :

(En milliers d'euros)	2025	2024
Actifs en devises :		
Créances sur les établissements de crédit	1 310	1 464
Opérations avec la clientèle	-	-
Autres actifs et comptes de régularisation	150	170
Total Actifs en devises	1 460	1 634
Passifs en devises		
Dettes envers les établissements de crédit	1 290	1 452
Opérations avec la clientèle	0	0
Autres passifs et comptes de régularisation	170	182
Total Passifs en devises	1 460	1 634

Note 14a. – Composition / Ventilation de produits et charges d'intérêts.

(En milliers d'euros)	2025	2024
Intérêts et produits assimilés		
Int. Sur cptes ord. Débiteurs		
Int. Sur cptes et prêts à terme		
Int. Sur prêts personnels		
Int. Sur cptes ord. Déb. Clientèle		
Gains sur opérations de change	56	82
Total Intérêts et produits assimilés	56	82

(En milliers d'euros)	2025	2024
Intérêts et charges assimilés		
Int. Sur comptes livret		
Int. Sur comptes ordinaires créditeurs banques		
Pertes sur opérations de change	- 48	- 86
Total Intérêts et charges assimilés	- 48	- 86

Note 14b. – Composition / Ventilation des produits et charges de commissions.

(En milliers d'euros)	2025	2024
Commissions (produits)		
Commissions transferts Interbank	0	0
Total Commissions (produits)	0	0

(En milliers d'euros)	2025	2024
Commissions (charges)		
Commissions	- 3	- 3
Total Commissions (charges)	- 3	- 3

Note 15. – Charges d'exploitation bancaire.

Les 31K€ représentent les quotes-part des frais du siège.

Note 16. – Charges générales d'exploitation.

Les charges générales d'exploitation sont constituées principalement des salaires et charges liées aux salaires qui représentent 276K€ ainsi que des autres charges liées aux services extérieurs pour un montant de 364 K€. Et des charges de locations pour 965K€ dont 791K€ de reprise de provision pour l'indemnité d'occupation en raison de la restitution du bail 1 le 24 juillet 2025 ainsi que de la sortie du fonds de commerce bail 1 le 24 juillet 2025, pour une valeur de 167K€ générant une moins value de cession enregistrée.

Note 17. – Coût du risque.

Le coût du risque représente le net entre les pertes sur créances irrécouvrables et les reprises de provision pour créances douteuses.

Note 18. – Résultat exceptionnel.

Ce montant représente la prime d'éviction perçue de la part de la société immobilière DASSAULT, sur la base de la décision de la cour d'appel du 05 mars 2025,

Note 19. – Impôt sur le bénéfice.

Aucun impôt n'est dû sur le bénéfice, bien que le résultat fiscal soit positif. Cette situation s'explique par le report des déficits antérieurs.

Note 20. – Effectif moyen.

L'effectif moyen de l'établissement au 31/12/2025 se décompose comme suit :

(En milliers d'euros)	2025	2024
Cadres	3	3
Non-cadres	3	3
Total	6	6

Note 21. – Honoraires CAC.

Pour l'audit des comptes annuels au 31 décembre 2025, la provision pour les honoraires s'élève à : 22 500 Euros.

Note 22. – Consultation du rapport de gestion.

Le rapport de gestion de l'établissement et le rapport de gestion de la maison mère sont tenus à la disposition du public à l'agence parisienne de l'établissement : 16 rue de la paix 75002 Paris.

IV. — Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels.

(Exercice clos le 31 décembre 2025)

Au Directeur Général de la Succursale de Paris de BANK SADERAT IRAN,

Opinion.

En exécution de la mission que vous nous avez confiée conformément à l'article L. 511-38 du Code monétaire et financier, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Succursale de Paris de BANK SADERAT IRAN relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion.

– **Référentiel d'audit** : Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

– **Indépendance** : Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observations.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés dans l'annexe des comptes annuels :

- la note 2 de l'annexe concernant le changement de méthode comptable lié à l'application des nouvelles dispositions du règlement ANC n°2022-06 ;
- les notes 1 et 2 concernant la présentation de la situation de la succursale et l'application du principe de continuité d'exploitation ;
- les notes 1, 5, 10 et 18 concernant la restitution des locaux du 16 rue de la Paix à Paris (75002).

Justification des appréciations.

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques. – Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directeur Général.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels. – Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directeur Général.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels. – Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en oeuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Levallois-Perret, le 23 mars 2026

Commissaire aux comptes

AFI AUDIT

Membre de la Compagnie Régionale de Versailles et du Centre

Yannis GIRAUD
Associé

V. — Publication Pilier 3.**Composition des fonds propres, après prise en compte du résultat 2025 :**

Capital	30 000 000
Report à nouveau	-2 326 097
Résultat	0
Autre Réserve	2 175
Montant brut des autres immobilisations incorporelles	-205 806
Total	27 470 272
Fonds propres de base de catégorie 1	27 470 272
Total des fonds propres	27 470 272

Catégorie d'exposition	Exposition pondérée	8% du montant pondéré
Etablissements	2 105 376	168 430
Entreprises	0	0
Autres éléments	789 141	63 131
Total	2 894 517	231 561

Afin de répondre aux obligations de communication financière au titre du Pilier 3 de Bâle, les indicateurs clés au titre de l'article 447 du CRR sont les suivants :

Intitulé	31/12/2025	30/09/2025	30/06/2025	31/03/2025	31/12/2024
Fonds propres disponibles (montants)					
Fonds propres de catégorie 1	27 470 272	26 489 187	26 737 970	27 058 118	27 302 578
Fonds propres totaux	27 470 272	26 489 187	26 737 970	27 058 118	27 302 578
Montants d'exposition pondérés					
Montant total de l'exposition au risque	2 894 517	2 917 984	2 263 089	2 397 214	2 473 123
Ratios de fonds propres (en pourcentage du montant d'exposition pondéré)					
Ratio de fonds propres de base de catégorie 1 (%)	949,05%	907,79%	1181,48%	1128,73%	1103,97%
Ratio de fonds propres de catégorie 1 (%)	949,05%	907,79%	1181,48%	1128,73%	1103,97%
Ratio de fonds propres totaux	949,05%	907,79%	1181,48%	1128,73%	1103,97%
Exigences de fonds propres supplémentaires pour faire face aux risques autres que le risque de levier excessif (en pourcentage du montant d'exposition pondéré)					
Exigences de fonds propres supplémentaires pour faire face aux risques autres que le risque de levier excessif (%)	0%	0%	0%	0%	0%
Dont : à satisfaire avec des fonds propres CET 1 (%)	0%	0%	0%	0%	0%
Dont : à extraire avec des fonds propres de catégorie 1 (%)	0%	0%	0%	0%	0%
Exigences totales de fonds propres SREP (ratio TSCR) (%)	8%	8%	8%	8%	8%
Exigence globale de coussin et exigence globale de fonds propres (en pourcentage du montant d'exposition pondéré)					
Coussin de conservation des fonds propres %	2,50%	2,50%	2,50%	2,50%	2,50%
Coussin de conservation découlant du risque macroprudentiel ou systémique constaté au niveau d'un état membre (%)	0%	0%	0%	0%	0%
Coussin de fonds propres contracyclique spécifique à l'établissement (%)	0%	0%	0%	0%	0%
Coussin pour le risque systémique (%)	0%	0%	0%	0%	0%
Coussin pour les établissements d'importance systémique mondiale (%)	0%	0%	0%	0%	0%
Coussin pour les autres établissements d'importance systémique (%)	0%	0%	0%	0%	0%
Exigence globale de coussin (%)	2,50%	2,50%	2,50%	2,50%	2,50%
Exigence globale de fonds propres (OCR) (%)	10,50%	10,50%	10,50%	10,50%	10,50%
Fonds propres CET1 disponibles après le respect des exigences totales de fonds propres SREP (%)	938,55%	897,29%	1170,98%	1118,23%	1093,47%
Ratio de levier					
Mesure de l'exposition totale	37 086 632	36 954 928	37 170 045	37 473 990	37 795 301
Ratio de levier (%)	74,07%	71,68%	71,93%	72,21%	72,24%
Exigence de fonds propres supplémentaires pour faire face au risque de levier excessif (en pourcentage de la mesure de l'exposition totale)					
Exigence de fonds propres supplémentaires pour faire face au risque de levier excessif (%)	0%	0%	0%	0%	0%
Dont : à satisfaire avec des fonds propres CET 1 (%)	0%	0%	0%	0%	0%
Exigences de ratio de levier SREP totales (%)	3%	3%	3%	3%	3%
Exigences de coussin lié au ratio de levier et exigence de ratio de levier globale (e pourcentage de la mesure de l'exposition totale)					
Exigences de coussin lié au ratio de levier (%)	0%	0%	0%	0%	0%
Exigence de ratio levier globale (%)	3%	3%	3%	3%	3%
Ratio de couverture des besoins de liquidités (%)					
Actifs liquides de qualité élevée (HQLA) totaux (valeur pondérée moyenne)	34 674 276	34 876 170	35 051 509	35 236 663	35 457 456
Sorties de trésorerie - Valeur pondérée totale					
Entrées de trésorerie - Valeur pondérée totale					
Sorties de trésorerie nettes totales	471 683	471 683	471 685	471 731	471 756
Ratio de couverture des besoins de liquidités (%)	7351,19%	7393,98%	7431,13%	7469,65%	7516,06%
Ratio de financement stable net					
Financement stable disponible total	31 606 809	30 626 140	30 877 895	31 248 492	31 519 763
Financement stable requis total	2 507 660	2 621 001	2 639 203	2 747 391	2 832 548
Ratio NSFR (%)	1260,41%	1168,49%	1169,97%	1137,39%	1112,77%

Politique de rémunération :

La rémunération des membres de la Direction et des employés de la succursale parisienne de Bank Saderat ne comporte pas de composante variable basée sur les résultats financiers ou commerciaux.

Les salaires sont établis par contrat et déterminés par la Direction en fonction de la nature des fonctions exercées et de la qualification de chaque employé. Bank Saderat n'est pas soumise aux autres politiques de rémunération.

B. — Etat financier consolidé.**I. — Bilan consolidé au 20 mars 2025**

Actifs	Note	20/03/2025	19/03/2024
Disponibilité (trésorerie)	28	1 188 223 058	806 571 017
Créances sur les banques et autres établissements de crédit	29	1 341 774 215	861 035 632
Créances sur l'État	30	1 267 202 404	910 476 839
Prêts et créances sur personnes publiques	31	51 541 254	63 858 624
Prêts et créances sur personnes privées	32	8 633 912 699	5 702 497 566
Créances sur les entreprises affiliées	33	2 611 617	3 360 918
Autres à recevoir	34	525 409 748	361 990 703
Investissement en actions et valeurs mobilières	35	694 974 231	429 300 181
Investissement dans les entreprises affiliées	36	114 887 445	68 272 537
Immobilisations conservées pour vendre	37	60 259 428	13 794 296
Immobilisations corporelles	38	1 098 204 384	1 052 986 328
Immobilisations incorporelles	39	520 753 223	500 370 859
Écart d'acquisition	40	23 808 040	4 259 105
Épargne légale	41	826 812 669	672 747 333
Autres actifs	42	408 979 002	327 464 109
Total Actifs		16 759 353 417	11 778 986 047
<i>Engagement de la clientèle pour les crédits documentaires</i>	<i>58-1</i>	<i>745 830 998</i>	<i>548 440 872</i>
<i>Engagement de la clientèle pour les lettres de garantie</i>	<i>58-2</i>	<i>1 265 935 019</i>	<i>974 424 782</i>
<i>Autres engagements de la clientèle</i>	<i>58-3</i>	<i>17 284 639</i>	<i>28 185 177</i>
<i>Fonds gérés et cas similaires</i>	<i>58-4</i>	<i>118 715 279</i>	<i>73 626 553</i>

Total des capitaux propres	Note	20/03/2025	19/03/2024
Passif :			
Comptes d'épargne Clients	43	9 731 331 653	7 064 839 779
Dettes envers les banques et autres établissements de crédit	44	3 672 495 219	2 045 839 239
Dividendes à payer	45	542 464	896 847
Taxes à payer	46	6 531 400	2 602 356
Provisions et autres à payer	47	1 830 652 547	1 103 195 095
Passifs d'impôt différé	48	33 155 781	0
Provisions pour les primes de fin de carrière et la retraite des employés	49	19 430 789	73 165 057
Total Passifs		15 294 139 853	10 290 538 373
Capitaux propres			
Capital	50	782 353 972	215 353 972
Réserve allouée aux actions propres		21 113 952	28 822 554
Réserve légale	51	26 555 926	17 786 134
Autres réserves	52	35 867 252	4 579 946
Surplus de réévaluation des actifs		711 749 352	1 281 125 857
Effets des fluctuations sur le taux de change et opérations internationales	53	-262 793 313	-100 455 132
Bénéfice non réparti		137 342 332	58 579 719
Actions propres (trésorerie)	50-2	-46 905 049	-46 532 787
Effets des transactions sur les actions des filiales		-4 332 152	-3 814 451
Capitaux propres de la Banque		1 400 952 272	1 455 445 812
Bénéfice non réparti	54	64 261 292	33 001 861
Total des capitaux propres		1 465 213 564	1 488 447 673
Total des passifs et des capitaux propres		16 759 353 417	11 778 986 046
<i>Engagement de la banque pour les crédits documentaires</i>	58-1	745 830 998	548 440 872
<i>Engagement de la banque pour les lettres de garantie</i>	58-2	1 265 935 019	974 424 782
<i>Autres engagements de la banque</i>	58-3	17 284 639	28 185 177
<i>Fonds gérés et cas similaires</i>	58-4	118 715 279	73 626 553

II. — Comptes de résultat global au 20 mars 2025.

(En millions de rials)	Note	20/03/25 IRR MILLION	19/03/24 IRR MILLION
Bénéfice net	53	132 232 332	38 372 825
Autres éléments du compte de résultat global qui ne seront pas retraités lors des périodes futures :			
Écart de réévaluation des actifs			
Immobilisations corporelles de l'exercice		13 523 979	799 100 773
Immobilisations incorporelles de l'exercice		19 806 427	482 025 085
Passif d'impôt différé		-33 155 781	0
		174 625	1 281 125 858
Autres éléments du compte de résultat global qui seront retraités lors des périodes futures :			
Différence de taux de change international		-162 338 182	-84 631 885
		-162 163 557	1 196 493 973
Bénéfice global		-29 931 225	1 234 866 798
attributable aux			
actionnaires de la Banque		-56 827 241	1 221 836 629
Intérêts minoritaires (NCI)		26 896 016	13 030 169
		-29 931 225	1 234 866 798

III. — Comptes de résultat consolidé au 20 mars 2025.

Description	Note	20/03/25 IRR MILLION	19/03/2024 IRR MILLION
Revenu des facilités de paiement accordées	10	1 004 791 760	659 017 602
Revenu des dépôts dans les banques et établissements de crédit non bancaires	11	3 217 169	7 892 141
Revenu d'investissement en titres de créance	12	44 261 043	10 680 209
Bénéfice d'investissement dans des actions et autres titres	13	37 878 138	63 602 954
Bonus du dépôt légal	14	7 176 155	5 282 475
Résultat opérationnel		1 097 324 265	746 475 381
Coût des intérêts des dépôts	15	-769 982 455	-484 363 412
Bénéfice brut		327 341 810	262 111 969
Vente des produits vendus et revenus des autres services	16	172 984 271	184 395 136
Coût des produits vendus et autres services	17	-105 715 246	-153 050 737
Revenu de commissions	18	116 168 755	71 210 234
Coût de commissions	19	-14 733 552	-12 108 333
Bénéfice (perte) des échanges et opérations de change	20	1 681 149	720 141
Frais administratifs et généraux	21	-458 720 592	-364 337 198
Coût des créances douteuses	22	-101 840 598	-61 189 223
Autres produits et charges opérationnels	23	246 653 069	120 379 601
Bénéfice d'exploitation		183 819 066	48 131 590
Bénéfice des investissements liés aux activités non bancaires	24	62 747 513	22 080 968
Coûts financiers	25	-141 601 393	-47 405 479
Autres produits et charges hors exploitation	26	34 592 076	17 361 256
Bénéfice avant impôt		139 557 262	40 168 335
Impôt sur les revenus	46	-7 324 930	-1 795 510
Bénéfice net		132 232 332	38 372 825
Attribuable aux			
Actionnaires de la Banque		105 336 316	25 342 656
Intérêts minoritaires (NCI)		26 896 016	13 030 169
Bénéfice par action attribuable aux propriétaires de la Banque		132 232 332	38 372 825
Bénéfice de base par action :			
Opérationnel (Rials iranien)		198	41
non-opérationnel (Rials iranien)		-49	-7
Bénéfice de chaque action (Rials iranien)		149	34